

LA VOIE À SUIVRE >

Cartographie des réponses de la société civile à la désinformation

Samantha Bradshaw

Lisa-Maria Neudert

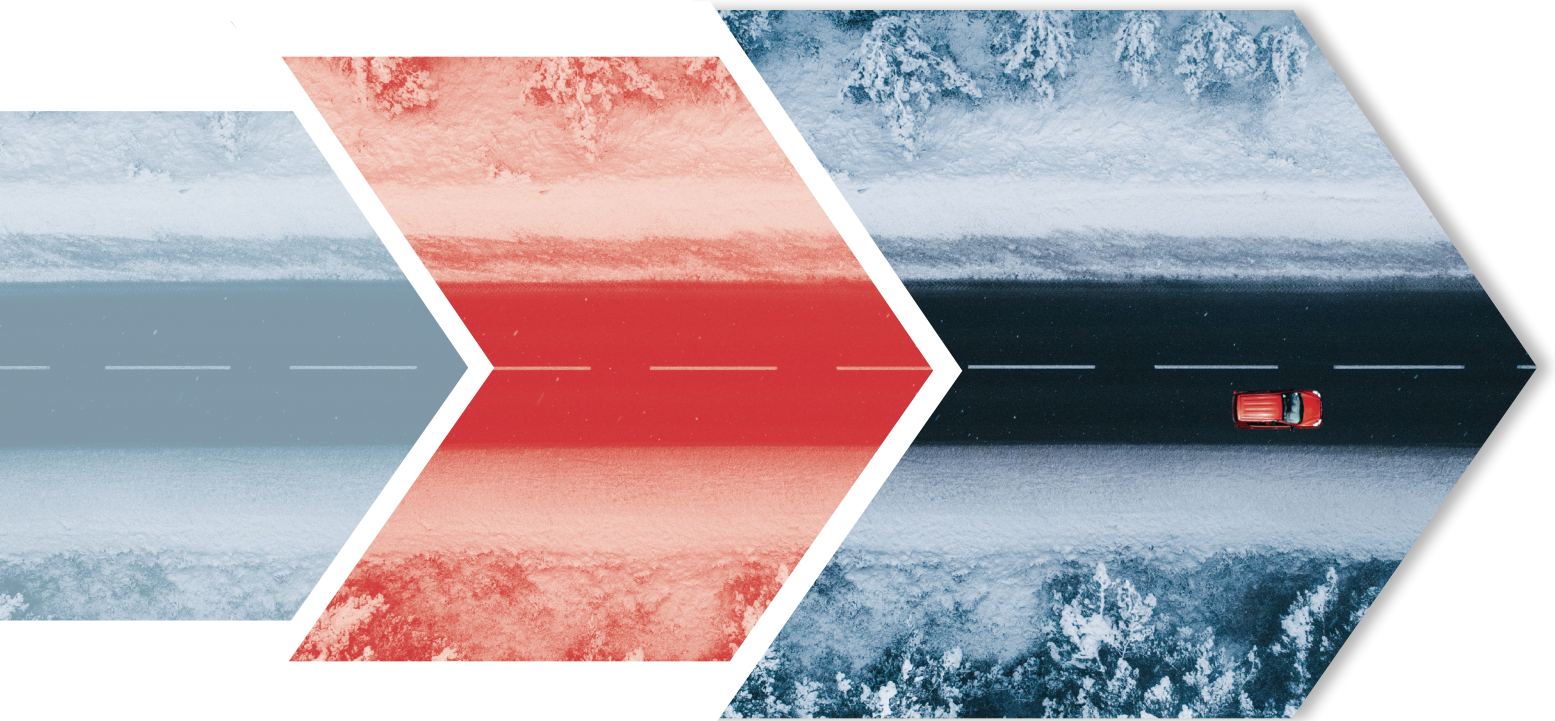


Table des matières

MISE À JOUR DE L'AUTRICE	3
RÉSUMÉ	5
INTRODUCTION	7
CARTOGRAPHIE DES RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	9
LEÇONS APPRISSES	11
Accès insuffisant aux données	
Des programmes redondants plutôt qu'innovants	
Divisions régionales dans le capital relationnel	
Divisions régionales dans les compétences et capacités	
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	17
Rendre l'accès aux données plus inclusif	
Soutenir la diversité	
Augmenter la flexibilité	
Donner la priorité à la diffusion des compétences et au transfert des connaissances	
Améliorer le réseautage, la collaboration et la mise en commun des intérêts	
ANNEXES ET REFERENCES	21
Annexe A : Consultations avec des experts de la société civile	
Annexe B : Participants aux entretiens et à l'enquête	
Annexe C : Exemples de questions d'entretien	
Annexe D : Exemples de questions d'enquête	
Annexe E : Feuille de calcul codée des organisations de la société civile	
RÉFÉRENCES	27
A PROPOS DES AUTRICES	28
À PROPOS DU NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY	28
REMERCIEMENTS	29

MISE À JOUR DE L'AUTRICE :

La voie à suivre : Cartographie des réponses de la société civile à la désinformation

*Samantha Bradshaw, professeure adjointe en nouvelles technologies et sécurité
School of International Service, American University*

La désinformation, la mésinformation et toutes les autres formes de manipulation de l'information représentent un défi important pour la société car elles amplifient les tensions politiques et raciales, exacerbent la guerre et la violence et sapent l'intégrité des élections dans le monde entier. L'inaction ou l'insuffisance des mesures des plateformes pour modérer les menaces à l'intégrité de l'information ont créé un manque de confiance dans la capacité des grandes technologies à résoudre le problème. En même temps, les acteurs de la menace ont appris à utiliser le concept même de modération de contenu comme arme contre la liberté d'expression. Les gouvernements n'ont pas non plus réussi à réglementer les réseaux sociaux de manière significative. En effet, la plupart des nouvelles lois élaborées se concentrent sur le contenu plutôt que sur les fondements plus larges de la technologie elle-même ou sur la « santé » de l'écosystème de l'information. Une approche axée sur le contenu est non seulement insuffisante pour lutter contre la désinformation et la mésinformation à grande échelle, mais cela crée en plus un espace plus large aux acteurs autoritaires dans l'espace numérique pour réprimer la liberté d'expression et la liberté de la presse. C'est dans cet environnement de l'information que les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle essentiel.

Les OSC ont toujours joué un rôle important dans la lutte contre certaines des conséquences négatives de la diffusion en ligne de désinformation et de mésinformation. Qu'il s'agisse de la mise en œuvre d'initiatives à court terme, telles que la vérification des faits (fact-checking) et la vérification des rumeurs virales, ou de la conception de stratégies à long terme visant l'éducation aux médias, la société civile dispose d'un éventail d'outils et de domaines d'expertise pour renforcer la sphère publique numérique. Mais le travail des OSC se heurte encore à d'importants obstacles. Lorsque Lisa-Maria et moi-même élaborions ce rapport, les OSC ont évoqué des défis liés à la diffusion des compétences, à l'accès aux données des plateformes ou au développement de partenariats stratégiques entre l'industrie et le monde universitaire. Aujourd'hui, nombre de ces tendances sont toujours d'actualité, et certaines commencent à aller dans la mauvaise direction.

À la suite d'une série de signalements et compte tenu de l'impact sur la réputation de la couverture médiatique négative dont font l'objet les entreprises de plateformes, de nombreuses plateformes de réseaux sociaux limitent désormais davantage l'accès à des données dont la société civile aurait besoin pour contrôler l'impact de la désinformation et de la mésinformation via les réseaux sociaux. Bien qu'il y ait eu quelques initiatives visant à partager davantage de données, notamment avec les chercheurs des universités, ces initiatives n'ont pas abouti. Par ailleurs, des chercheurs universitaires ont même été poursuivis en justice pour avoir collecté des données utilisées dans des études visant à promouvoir l'intérêt public. La fermeture des API pour la collecte de données, combinée aux pressions juridiques exercées sur les institutions universitaires, peut entraver la recherche dont la société civile a besoin pour comprendre les vastes effets des réseaux sociaux sur nos démocraties. Les défis que les chercheurs doivent relever pour mettre

en évidence ces tendances ont motivé mes propres recherches récentes dans ce domaine, qui s'appuient sur ce rapport.¹

Ces menaces à l'intégrité de l'information se déplacent également des plateformes dominantes vers des plateformes alternatives plus fermées comme WhatsApp et Telegram, laissant de nombreuses organisations de la société civile dans l'ignorance quant au contexte spécifique de leur pays. La collecte de données sur des plateformes alternatives requiert des compétences techniques particulières, et les acteurs de la société civile n'ont pas toujours accès aux compétences ou aux outils nécessaires pour surveiller le nombre croissant d'endroits où la désinformation et la mésinformation se déploient. Le déficit de compétences techniques constituait et continue d'être une fracture géographique. En effet, les institutions et organisations des États-Unis et d'Europe ont tendance à disposer de travailleurs plus qualifiés pour s'attaquer à ces questions, par rapport aux pays d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Il existe donc un fossé important dans la manière dont les pays peuvent évaluer et comprendre l'impact unique de ces menaces dans les différents contextes nationaux, et ce fossé continuera de se creuser sans une diffusion des compétences et une formations solides pour le reste du monde. En rééditant ce rapport en arabe, en français et en espagnol, nous espérons contribuer à aborder ce développement inquiétant.

Enfin, la désinformation et la mésinformation ne concernent pas seulement les déclarations falsifiables, mais aussi le racisme, le sexisme et l'animosité croissante entre les partis. De nombreuses OSC qui luttent contre les menaces à l'intégrité de l'information travaillent dans le domaine de la vérification des faits et ne sont pas nécessairement équipées pour prendre en compte les biais humains et les problèmes sociaux. Il est important de diversifier les programmes existants des OSC au-delà de la vérification des faits et dans des domaines tels que l'éducation aux médias, l'éducation civique et la cohésion sociale — et il faut le faire à plus grande échelle — pour combattre les dommages en ligne et reconstruire les fondations numériques de nos sociétés démocratiques. Pour l'avenir, la société civile doit jouer un rôle dans les solutions à court et à long terme aux menaces pesant sur l'intégrité de l'information. Nous devons continuer à investir dans les OSC aux approches novatrices, à développer leurs compétences et à plaider pour un accès égal aux données des réseaux sociaux afin de soutenir ce travail qui servira de fondations à nos démocraties.

RÉSUMÉ

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle central dans la lutte contre l'impact croissant de la désinformation sur la démocratie. En raison de l'ampleur du défi mondial de la désinformation, le paysage des OSC travaillant dans ce domaine a évolué rapidement ces dernières années. Les actions en cours pour lutter contre la désinformation ont intégré les nouveaux défis posés par les réseaux sociaux dans leurs programmes, tandis que de nouvelles initiatives sont apparues pour combler les lacunes en matière de recherche, de surveillance et de sensibilisation. Le travail de ces organisations dans la lutte contre la désinformation est essentiel pour influencer positivement l'élaboration des politiques, améliorer les réponses des plateformes et renforcer les connaissances et l'engagement des citoyens.

Les OSC sont néanmoins confrontées à des défis permanents dans ce domaine complexe et en rapide évolution. Comment la société civile a-t-elle évolué dans sa compréhension et ses réponses au défi de la désinformation numérique et que faut-il faire pour renforcer ce travail ?

En vue de fournir des informations sur ces questions, ce document s'appuie sur deux méthodes : une cartographie des initiatives de la société civile et une enquête auprès des principales OSC travaillant dans ce domaine. Cette approche révèle que les OSC apportent un large éventail de compétences au problème de la désinformation numérique. Certaines organisations se concentrent sur l'éducation et la formation aux médias numériques, tandis que d'autres s'engagent dans des actions de sensibilisation et d'élaboration de politiques. Un autre segment a développé une expertise en matière de contrôle et de vérification des faits. D'autres organisations encore ont développé des compétences techniques poussées pour extraire et analyser des données des plateformes de réseaux sociaux.

Cette recherche a permis de dégager plusieurs observations claires sur l'état des réponses des OSC à la désinformation et par la suite de suggérer plusieurs recommandations pour aller de l'avant.

- **Donner la priorité à la diffusion des compétences et au transfert des connaissances.** Les organisations de la société civile qui cherchent des financements pour lancer des initiatives de lutte contre la désinformation doivent souligner l'importance des actions de diffusion des compétences et de transfert des connaissances. La nature cloisonnée de la recherche sur la désinformation montre qu'il est de plus en plus nécessaire d'associer l'expertise technique à des connaissances culturelles et politiques approfondies.
- **Les chercheurs des OSC n'ont pas suffisamment accès aux données des réseaux sociaux.** Les répondants à l'enquête ont identifié le manque d'accès aux données comme un défi. Parfois, les données ne sont pas mises à la disposition des OSC ; dans d'autres cas, les données sont mises à disposition dans des formats qui ne sont pas exploitables à des fins de recherche significatives. L'inégalité dans l'accès aux données fourni par les entreprises privées peut exacerber les inégalités régionales. En outre, la nature du partage des données par les plateformes de réseaux sociaux peut façonner de manière excessive l'espace réservé au questionnement de la société civile et d'autres chercheurs. Les bailleurs de fonds, les plateformes et

les autres acteurs clés doivent développer des approches permettant un accès aux données plus régulier et inclusif pour les OSC.

- **La redondance des programmes entrave l'innovation.** Les OSC s'appuyant sur des outils, des approches et des techniques similaires pour atteindre des objectifs similaires ont souligné trois facteurs principaux qui empêchent la mise en place d'initiatives plus spécialisées et innovantes : le manque de coordination, le manque d'expertise spécifique et le manque de flexibilité dans le financement. La création d'une communauté et la collaboration entre les organisations concernées méritent davantage d'investissements, tout comme les initiatives qui associent des organisations plus grandes et établies à des organisations plus petites ou en expansion, ou qui mettent en commun les efforts, les compétences et l'expertise pour encourager la recherche diversifiée par concept plutôt que par coïncidence.
- **Les relations avec les plateformes technologiques varient selon les régions.** Les OSC interrogées ont souvent des opinions à la fois sceptiques et positives sur leurs relations avec les entreprises de réseaux sociaux. Certaines bénéficient d'un accès préférentiel aux données et même d'un financement pour leur travail (ce qui soulève des inquiétudes quant à leur indépendance), tandis que d'autres font état d'un manque de réactivité de la part des représentants des entreprises. Dans les pays du Sud et d'Europe de l'Est, de nombreuses OSC ont indiqué se préoccuper du fait que les plateformes ne parviennent pas à collaborer avec elles de manière significative sur des questions d'importance critique.
- **Plus de souplesse dans le financement et plus de diversification dans la recherche sont tous deux nécessaires.** Pour encourager une plus grande responsabilisation des plateformes dans des contextes géographiques variés, les OSC et leurs bailleurs de fonds devraient s'appuyer sur les points de vue de communautés spécifiques et peu analysées.
- **Les écarts entre les régions en matière de capacités a une influence sur le type de réponses apportées par les OSC.** En effet, les réponses reposant sur la technologie et exigeant des ressources sont plus courantes en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe, et les représentants des OSC de ces régions sont plus susceptibles d'avoir été formés en technologie, en génie logiciel ou en analyse de données. Par extension, ils sont moins susceptibles d'avoir une formation dans des domaines traditionnellement associés aux OSC, tels que les droits humains, le droit ou les sciences sociales. Pour combler ces écarts, les bailleurs de fonds devraient mettre l'accent sur un soutien qui permet de renforcer les connaissances entre les experts techniques, la société civile et le journalisme, en accordant une attention particulière aux pays du Sud et aux petites organisations qui travaillent dans des environnements mal desservis.

L'espace consacré à la lutte contre la désinformation doit continuer à évoluer. Le fait que la société civile ait accès aux données, aux financements et aux compétences nécessaires à la prochaine génération de réponses à la désinformation sera un élément essentiel à cette évolution. La force de ces réponses sera déterminante pour consolider la démocratie à une époque où la société devient de plus en plus numérique.

INTRODUCTION

Les préoccupations relatives à la diffusion coordonnée de la désinformation numérique (informations intentionnellement trompeuses, mensongères et manipulatrices diffusées par des plateformes et des canaux en ligne) se sont imposées dans l'agenda public international à la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 et de l'élection présidentielle américaine de 2016. Dans les deux cas, les acteurs étatiques russes et leurs mandataires ont utilisé les réseaux sociaux pour véhiculer de la désinformation. Depuis lors, divers acteurs se sont tournés vers les outils et les techniques de « propagande informatique » pour influencer le résultat des élections et porter atteinte à la démocratie dans le monde.² Dans le même temps, les acteurs numériques autoritaires ont adopté le trolling, le harcèlement en ligne et la désinformation pour faire taire les dissidents politiques et nuire à l'expression des droits humains dans leur propre pays.³ Les partis politiques et les candidats populistes ont utilisé les plateformes de réseaux sociaux pour alimenter le nationalisme et faire passer des idées et des valeurs extrémistes dans les conversations courantes, ce qui a parfois conduit à des violences contre les communautés minoritaires.⁴ Les médias extrémistes partisans, les influenceurs et les personnalités très en vue ont utilisé les réseaux sociaux pour approfondir les clivages, amplifier la conspiration, la haine et la méfiance à l'égard des médias. De même, les partisans de la théorie de complot ont utilisé les réseaux sociaux pour diffuser de la désinformation - telles que de fausses affirmations sur le lien entre l'autisme et les vaccins, le déni du réchauffement climatique ou les conspirations liées aux coronavirus - dans le but de galvaniser le soutien aux politiques et aux pratiques qui rejettent la science.⁵

DÉFINITION DE LA DÉSINFORMATION

La **désinformation**, souvent utilisée de manière interchangeable avec la propagande, est un terme général désignant l'utilisation délibérée d'arguments non rationnels pour porter atteinte à un idéal politique, enflammer les divisions sociales ou susciter le cynisme politique. Elle peut contenir un mélange de vérité et de mensonge, ou exclure délibérément un contexte important. La propagande fait généralement référence à l'utilisation d'arguments non rationnels pour saper un idéal politique ou promouvoir une solution privilégiée.

Ce rapport traite principalement de la **désinformation numérique**, c'est-à-dire la désinformation diffusée à l'aide des réseaux modernes de communication de l'information.

La **mésinformation** désigne la diffusion non intentionnelle et accidentelle d'informations fausses ou trompeuses.

La **propagande informatique** désigne l'utilisation de logiciels informatiques pour diffuser et amplifier la désinformation et déformer ou manipuler les conversations publiques par des tactiques similaires, en s'appuyant souvent sur l'automatisation pour produire et diffuser du contenu à grande échelle.

Les défenseurs des droits civiques, les journalistes et les dissidents politiques sont en première ligne dans la lutte contre la désinformation. En tant que voix essentielles pour demander des comptes aux gouvernements et aux entreprises privées, les organisations de la société civile (OSC) répondent aux préoccupations croissantes concernant l'impact de la désinformation

Le paysage des OSC travaillant sur les questions de désinformation est florissant et a évolué rapidement depuis 2016. Les actions en cours ont intégré les défis uniques posés par les réseaux sociaux dans leurs programmes, tandis que de nouvelles initiatives sont apparues pour combler les lacunes en matière de recherche, de surveillance et de sensibilisation.

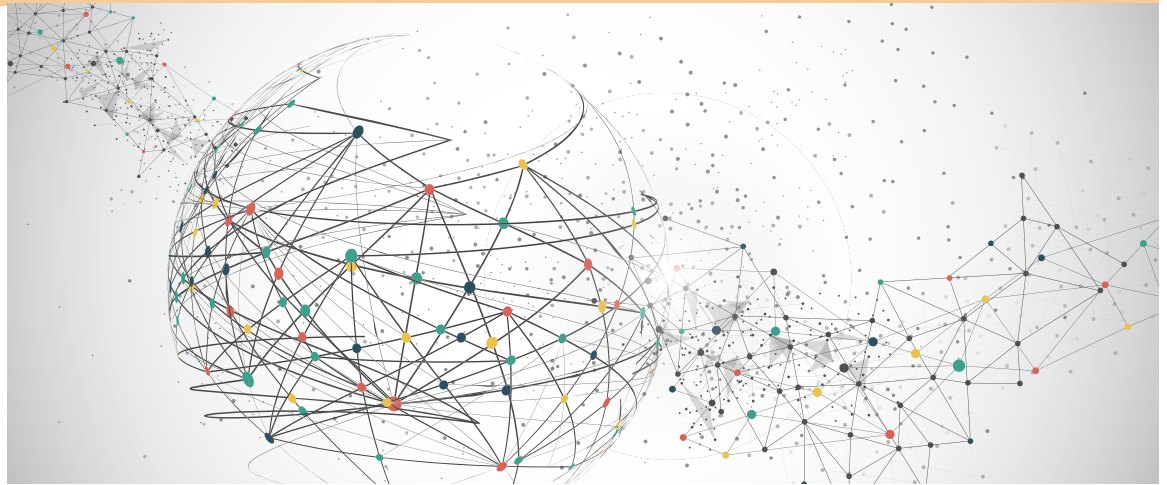
sur la démocratie en développant des programmes stratégiques et en assurant un contrôle indépendant. Leurs efforts vont des campagnes d'éducation aux médias numériques aux outils d'analyse des réseaux sociaux en libre accès, en passant par les audits de plateformes et les recherches rigoureuses en libre accès, afin d'éclairer l'élaboration des politiques, le lobbying et l'engagement civique. En tant que défenseurs de la vérité, de la confiance et des intérêts civiques, les OSC peuvent représenter les sans-voix et défendre les droits et libertés numériques auprès des décideurs politiques et des plateformes. A travers des actes de recherche, d'activisme et de plaidoyer, elles sont particulièrement bien placées pour attirer l'attention sur les inégalités, les préjugés, l'injustice et la répression, pour promouvoir le changement et exiger des comptes. Mais les OSC sont aussi fréquemment la cible de discours de haine politique, d'attaques de robots et d'opérations d'information malveillantes et elles ne disposent pas toujours des ressources adéquates pour lutter efficacement contre la désinformation. Comme les plateformes de réseaux sociaux continuent d'entraver l'accès aux données, elles doivent de plus en plus compter sur la bienveillance des entreprises privées pour partager des données et collaborer de manière significative.

Le paysage des OSC travaillant sur les questions de désinformation est florissant et a évolué rapidement depuis 2016. Les actions en cours ont intégré les défis uniques posés par les réseaux sociaux dans leurs programmes, tandis que de nouvelles initiatives sont apparues pour combler les lacunes en matière de recherche, de surveillance et de sensibilisation. Le travail collectif réalisé par ces organisations a été remarquable et continue d'influencer positivement l'élaboration des politiques, d'améliorer les réponses des plateformes et de renforcer les connaissances et l'engagement des citoyens. Pourtant, les OSC sont confrontées à un certain nombre de défis dans ce nouveau domaine.

Comment la société civile a-t-elle évolué dans sa compréhension et ses réponses au défi de la désinformation numérique et que faut-il faire pour l'outiller davantage pour faire ce travail ? Ce document présente les résultats d'un projet de recherche qui a recensé les différentes réponses de la société civile. Il fournit des éléments probants sur les réponses qui fonctionnent et les raisons de ce succès et identifie les lacunes et les défis auxquels est confrontée la communauté des OSC engagées dans ce travail.

Pour avoir une compréhension approfondie et contextuelle de ce paysage, nous avons cartographié 175 OSC qui luttent contre la désinformation numérique, identifiées par des sources telles que Credmap, Credco, RAND, Poynter's International Fact-Checking Network et MediaWell. Nous avons également mené une enquête auprès de dix-neuf experts et praticiens de dix-sept OSC de diverses régions. Parmi les personnes interrogées figuraient des chercheurs, des dirigeants et des experts en matière de politique et de plaidoyer qui sont au premier plan de la lutte contre la désinformation sur les plateformes privées, éduquent le public sur les méfaits des plateformes et interpellent les décideurs politiques et les parties prenantes de l'industrie.

Le travail de recherche a permis d'identifier certaines des difficultés les plus pressantes auxquelles ces organisations sont confrontées et les mesures possibles pour y remédier. Les sections suivantes présentent et analysent les éléments attestant de ces difficultés, puis proposent des recommandations que les OSC, leurs bailleurs de fonds et les entreprises de réseaux sociaux pourraient appliquer pour surmonter ces obstacles et continuer à améliorer la réponse démocratique à la désinformation.



CARTOGRAPHIE DES RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

De nombreuses organisations de la société civile dans le monde travaillent sur des questions à l'intersection de la désinformation, de la technologie et de la démocratie. Elles disposent d'un large éventail de stratégies de programmes pour les contextes mondiaux, régionaux et nationaux. Certains organismes de recherche tels que Bellingcat, Alliance for Security Democracy et Debunk.eu utilisent des données provenant de sources ouvertes et des plateformes pour surveiller les flux d'informations et détecter les campagnes malveillantes au moment où elles se déroulent. D'autres, comme le Centre pour la Démocratie et le Développement en Afrique de l'Ouest (CDD Afrique de l'Ouest) ou l'Institut pour le Dialogue Stratégique (ISD), travaillent aux côtés des décideurs politiques et des médias pour surveiller les environnements médiatiques préélectoraux et limiter la propagation de désinformation politique qui pourrait porter atteinte à l'intégrité des processus démocratiques. Tout en vérifiant de manière indépendante les faits de la désinformation virale sur les réseaux sociaux, des OSC telles que Verificado au Mexique et Correctiv en Allemagne collaborent avec les plateformes pour améliorer la santé des écosystèmes de l'information. Dans les pays où la liberté d'expression est limitée par le contrôle des médias, des OSC comme Zašto Ne en Bosnie-Herzégovine ont adopté des stratégies innovantes pour identifier la désinformation diffusée par les gouvernements et les médias contrôlés par l'État. Ces organisations travaillent sur un large éventail de plateformes et s'adressent à plusieurs publics, dont l'industrie, les médias et le journalisme, les citoyens et les décideurs politiques.

Cette étude couvre les OSC d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord dont la mission principale est de combattre la désinformation par la détection, la vérification, la fourniture d'outils, l'éducation ou le plaidoyer. En général, les OSC sont constituées d'entités à but non lucratif qui représentent un large éventail d'intérêts et de liens. Certaines organisations de l'échantillon ont également reçu des financements du gouvernement, de l'industrie ou du secteur privé, comme le capital-risque, mais elles ont été incluses parce qu'elles font preuve d'un travail rigoureux et indépendant.

Les OSC de l'échantillon ont été classées en fonction des six différents types d'activités qu'elles mettent en œuvre : initiatives pour la crédibilité ; initiatives de vérification ; programmes d'éducation et d'initiation aux médias ; recherche et fourniture d'outils ; élaboration de normes, standards et recommandations politiques ; et initiatives de soutien au journalisme (voir tableau 1). Ces catégories ne s'excluent pas mutuellement, mais la catégorisation est utile pour comprendre les différentes approches en matière de lutte contre la désinformation.

Initiatives pour la crédibilité

Cette catégorie fait référence à l'utilisation d'indicateurs (parfois détectés à l'aide d'outils technologiques automatisés) pour évaluer la crédibilité d'une information ou d'un domaine. Il peut s'agir de créer des scores de crédibilité et des systèmes d'indicateurs pour évaluer la sécurité et la transparence du contenu web et des infrastructures sous-jacentes. Les initiatives pour la crédibilité ne cherchent pas à vérifier la véracité des informations mais signalent plutôt les problèmes de transparence et de qualité.

Initiatives de vérification

Cette catégorie fait référence aux évaluations de la véracité ou de la fiabilité de l'information. Ces initiatives peuvent être considérées comme une extension des initiatives traditionnelles de vérification des faits qui ont été développées pour aider les utilisateurs à naviguer dans un écosystème d'information de plus en plus complexe. Normalement, l'unité d'analyse des initiatives de vérification est le texte, l'image ou la vidéo.

Éducation et initiation aux médias

Cette catégorie fait référence à la mise à disposition de programmes de cours, d'activités ou de supports de formation conçus pour améliorer la capacité des citoyens à faire preuve d'esprit critique vis-à-vis du contenu des informations et à détecter la désinformation en ligne.

Recherche et fourniture d'outils

Cette catégorie fait référence aux organismes de recherche qui utilisent et développent des outils pour aider les utilisateurs, la société civile, les journalistes ou les publics intéressés à détecter la désinformation, les « comptes robots » automatisés ou les opérations d'influence étrangères. Parfois, ils mènent également des recherches et collectent des données sur l'état de la désinformation et évaluent son impact sur la société et la politique.

Normes, standards et recommandations politiques

Cette catégorie fait référence aux initiatives qui tentent de développer des standards ou des normes autour de la production d'informations, comme les indications relatives à la santé ou les codes de conduite pour les journalistes. Elle comprend également les initiatives qui encouragent ou défendent des politiques visant à améliorer l'environnement de l'information numérique.

Soutien au journalisme

Cette catégorie fait référence aux outils et aux programmes qui favorisent un contenu journalistique professionnel, de haute qualité et crédible, en vérifiant les faits, en consultant plusieurs sources, en vérifiant les supports et en rendant transparents les sources et les processus de production du contenu.

TABLEAU 1 : RÉPONSES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE A LA DÉSINFORMATION

	Crédibilité	Vérification	Éducatifs et initiation aux médias	Recherche et fourniture d'outils	Normes, standards et recommandations politiques	Appui au journalisme
Afrique et Moyen-Orient*	3	16	7	1	6	3
Asie	1	19	3	1	0	0
Europe	3	10	5	2	4	0
Amérique latine	1	23	8	6	3	0
Amérique du Nord	19	13	12	15	8	5
Régional ou international	3	3	5	3	1	2

Source : Autrices (2020). À partir de données collectées lors de la cartographie. Note : Les valeurs ne totalisent pas 175 car certaines organisations sont impliquées dans plusieurs activités.

*Ces régions ont été combinées car la collecte de données a trouvé peu d'initiatives au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

LEÇONS APPRISES

Les réponses de la société civile à la lutte contre la désinformation numérique se sont multipliées. En effet, des organisations du monde entier mènent un bon nombre de programmes de recherche, de plaidoyer, de suivi et évaluation et d'éducation. Cette programmation diversifiée couvre différentes régions et une grande variété de plateformes technologiques, notamment Facebook, Google, Instagram, Telegram, Twitter et YouTube. Les OSC ont adapté leur programmation pour répondre à certaines des préoccupations caractéristiques du paysage contemporain de l'information et de la communication. Alors que de nombreuses OSC basées en Europe occidentale et en Amérique du Nord se concentrent sur des défis mondiaux ou régionaux, celles basées en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique latine ont tendance à se concentrer davantage sur des réponses innovantes au niveau national.

Les OSC qui travaillent sur la désinformation numérique s'appuient sur un large éventail de compétences. Certaines organisations se concentrent sur l'éducation et la formation aux médias numériques, tandis que d'autres s'engagent dans des actions de sensibilisation et d'élaboration de politiques. Plusieurs d'entre elles ont développé une expertise en matière de vérification et de contrôle des faits et de nombreuses organisations ont développé des compétences techniques pointues pour extraire et analyser les données des plateformes de réseaux sociaux. Les OSC couvrent un large éventail d'espaces en ligne, des grandes plateformes publiques telles que Twitter, Facebook, Reddit et YouTube aux applications privées et cryptées telles que WhatsApp et Telegram, en passant par des espaces restreints, obscurs ou spécialisés tels que Gab, Discord ou Parler, sans oublier l'hébergement de contenu et le web ouvert.

Toutes les organisations interrogées ont déclaré avoir mis sur pied des projets et des initiatives fructueux autour de certains des nouveaux défis que la technologie, et en particulier les plateformes de réseaux sociaux, soulèvent pour la consommation d'informations, la maîtrise des médias numériques, la démocratie et les droits humains. Par exemple, Jennifer 8. Lee, de Credibility Coalition et de Hacks/Hackers, a mis en évidence l'élaboration de normes d'évaluation de la qualité de l'information qui ont été largement adoptées par les OSC et Nick Monaco, de Institute for the Future, a mis l'accent sur la « démocratisation de l'expertise » grâce à des formations techniques et renforcement des compétences des acteurs de la société civile et du journalisme.

Mais les répondants ont également mis en évidence d'importants obstacles à la conduite d'un travail de recherche et de plaidoyer significatif dans ce domaine. Ces obstacles sont liés à l'accès aux données des plateformes, au manque de coordination entre les OSC et à l'insuffisance des financements. La section suivante identifie ces défis persistants et les leçons à tirer pour faire avancer l'innovation et le progrès.

Accès insuffisant aux données

L'accès régulier à des données significatives et pertinentes est une préoccupation importante. Chaque personne interrogée a soulevé des problèmes concernant l'accès à trois principaux types de données, en particulier sur les plateformes de réseaux sociaux : premièrement, les données du domaine public que les utilisateurs consentants partagent publiquement et qui sont accessibles à toute personne naviguant sur le web, telles que les messages publics, les images ou les vidéos partagées ; deuxièmement, les informations cachées qui ne révèlent pas d'informations personnelles permettant d'identifier un utilisateur, telles que les métadonnées sur le partage de liens sur des messagerie privés (ex. : le nombre de fois qu'un lien a été partagé sur WhatsApp, indépendamment de l'utilisateur) ou les statistiques sur la suppression de contenu ; et troisièmement, les



données privées qui ont été anonymisées ou pseudonymisées pour supprimer toutes les données d'identification personnelles, telles que les messages dans les groupes privés dont toutes les informations d'utilisateurs ont été supprimées. Aucun des répondants n'a déclaré avoir demandé des données cryptées ou des données contenant des données d'identification personnelles qui n'avaient pas été partagées publiquement. À l'heure actuelle, la plupart des plateformes partagent des données soit par le biais d'initiatives de recherche sur le partage des données, telles que Social Science One de Facebook, qui ont été fortement critiquées en raison du manque d'indépendance de la recherche ou de transparence, soit par le biais d'interfaces de programmation

d'applications (API) très restrictives. Il est également de plus en plus difficile d'accéder aux réseaux sociaux à l'aide d'outils d'extraction web (scraping) sur mesure, car les plateformes utilisent des systèmes exclusifs pour limiter ces activités et peuvent menacer de poursuites judiciaires lorsque le scraping est interdit dans leurs conditions d'utilisation.

L'accès aux données est extrêmement important pour mener des recherches sur l'effet de la désinformation numérique sur la politique et la société, mais l'utilisation des données des réseaux sociaux soulève néanmoins plusieurs problèmes de confidentialité. En tant que défenseurs des droits numériques et de la vie privée, de nombreux répondants ont souligné l'importance de protéger la vie privée des utilisateurs en ne collectant et en analysant les données qu'avec le consentement des individus. Le règlement général sur la protection des données de l'Union européenne couvre ce type d'utilisation des données par les plateformes et les chercheurs (ou toute entité de traitement de données), et il est devenu largement appliqué par les plateformes qui ne peuvent pas évaluer si leurs utilisateurs sont protégés par la législation européenne.

Les problèmes liés à l'accès insuffisant aux données affectent les OSC interrogées de différentes façons. Si certaines plateformes sont plus ouvertes que d'autres, Chloe Colliver, responsable de la politique et de la stratégie numériques à l'ISD, a déclaré que l'accès transparent à des ensembles de données rigoureuses et à grande échelle, accompagnés d'instructions claires, reste un obstacle pour le travail de recherche, de suivi et de politique de l'organisation. Pour pouvoir effectuer des analyses statistiques avec des programmes informatiques, les données doivent être lisibles par une machine. De plus, les plateformes doivent fournir le contexte et la documentation des données qu'elles collectent, par exemple, les « règles » selon lesquelles elles décident d'inclure ou d'exclure certaines données, la période et la méthode de collecte. En outre, de grandes quantités de données sont nécessaires pour effectuer une analyse quantitative permettant des inférences statistiques.

Alexandre Alaphilippe, directeur exécutif et cofondateur de EU DisinfoLab, a souligné combien il est important pour les plateformes non seulement de rendre les données plus accessibles, mais aussi de s'assurer que ces données sont pertinentes et exploitables par la société civile. Il a fait remarquer que les plateformes qui tentent de rendre les données disponibles n'auront un impact significatif que si elles se structurent de manière à ce que les acteurs de la société civile puissent travailler avec elles, et si ces derniers disposent des moyens et des fonds nécessaires pour fournir des évaluations solides et indépendantes. Par exemple, lorsque les plateformes ont fourni des données sur les interférences étrangères sur leurs réseaux à la commission de renseignement du Sénat américain, Google a fourni des PDF non lisibles par machine contenant des tableaux de données sur de la publicité et n'a fourni aucun contexte ou documentation sur ces données. Par conséquent, les données transmises par Google n'étaient pas utiles pour une analyse statistique.⁶

En ne proposant pas d'informations accessibles et transparentes sur ce qui est considéré comme de la désinformation et qui peut donc être supprimé, signalé ou vérifié, les plateformes entravent l'élaboration d'une compréhension commune et d'un consensus sur les questions de désinformation.

Qui plus est, plusieurs entreprises partagent des données lorsqu'elles détectent une anomalie sur leurs plateformes, comme un comportement inauthentique de faux comptes, ce qui peut s'avérer très pertinent pour la recherche, mais ne donnent pas aux organismes de recherche accès aux données sur « l'activité normale ». Il est donc impossible de contextualiser une activité anormale. Par conséquent, l'impact de ces anomalies peut être sur- ou sous-estimé.

L'accès aux données des plateformes est également très volatil, notamment en raison des préoccupations croissantes concernant les implications en matière de vie privée et l'utilisation abusive des données à des fins commerciales et politiques.

Sam Jeffers, de Who Targets Me ?, a souligné que l'accès aux données est loin d'être continu, car les plateformes ont tendance à modifier fréquemment ce qu'elles mettent à disposition. En outre, si de nombreuses plateformes ont lancé des programmes d'accès aux données, ces outils et ensembles de données ne sont pas toujours accessibles à tous de manière égale, ce qui peut constituer une discrimination pour les enquêtes des milieux non académiques et les chercheurs travaillant dans les pays du Sud.⁷

Il est important de noter que les OSC étudiées s'appuient sur des sources de données similaires qui sont fréquemment collectées avec des typologies standard. L'API de Twitter, l'API de YouTube, Crowdtangle de Facebook, la bibliothèque publicitaire de Facebook et, dans une moindre mesure, l'API de Reddit sont des pôles importants pour l'accès aux données, tandis que d'autres plateformes restent moins accessibles. En conséquence, la recherche axée sur les données se concentre de manière disproportionnée sur une poignée de plateformes, s'appuyant sur un accès limité à des données sélectionnées à l'intérieur d'espaces protégés (walled gardens), ou des sources d'accès limité à des données sélectionnées fournies et contrôlées par l'entreprise concernée. L'accès limité aux données façonne profondément les questions et la conception de la recherche. Cela limite également le type d'informations que les OSC et les chercheurs peuvent tirer des données. La rareté des données peut également favoriser la redondance des efforts de recherche lorsque les chercheurs s'appuient sur les mêmes flux de données pour aborder des questions similaires sur la désinformation sur les plateformes.

Enfin, la question de l'accès limité aux données est liée à celle de l'insuffisance des définitions et de la transparence autour des questions de désinformation numérique. Selon Jennifer 8. Lee, de nombreuses plateformes sont réticentes à adopter une position ferme à l'égard de la désinformation délibérée, notamment les fausses affirmations émanant de responsables gouvernementaux et d'autorités publiques. Toutefois, elle a également noté que cette tendance s'est inversée avec la mésinformation liée à la pandémie de COVID-19, créant ainsi un précédent important. En ne proposant pas d'informations accessibles et transparentes sur ce qui est considéré comme de la désinformation et qui peut donc être supprimé, signalé ou vérifié, les plateformes entravent l'élaboration d'une compréhension commune et d'un consensus sur les questions de désinformation. Cela permet également aux entreprises de réseaux sociaux d'échapper à l'examen de leurs décisions de modération du contenu, par exemple s'ils ne proposent pas de répliquer des données en cas de suppression de contenu.

Des programmes redondants plutôt qu'innovants

Plusieurs OSC interrogées utilisent des outils technologiques similaires, des approches manuelles ou d'autres techniques qui visent à atteindre des ensembles d'objectifs cohérents. Cela est particulièrement évident en ce qui concerne la vérification des faits et les technologies basées sur la blockchain pour la vérification du contenu, et ce, tant pour les organisations



en phase de démarrage que pour les plus avancées. Les personnes interrogées ont donné leur avis sur les raisons et les motivations derrière les programmes obsolètes ou redondants, en soulignant trois facteurs principaux de cette tendance : le manque de coordination entre les OSC, le manque d'expertise spécifique et le manque d'opportunités de flexibilité dans les financements. En ce qui concerne le premier facteur, Chloe Colliver a souligné le besoin urgent de davantage de coordination formelle et informelle entre les OSC afin d'éviter de faire double emploi (ex. : le suivi de la même élection sur la même plateforme avec les mêmes données d'API et des méthodes similaires) et d'allouer les ressources plus efficacement. Rafael Goldzweig de Democracy Reporting International a déclaré que, bien qu'il existe une forte communauté d'OSC et, dans une moindre mesure, de projets de recherche universitaires, la coordination des efforts de recherche est encore rare. La pandémie de COVID-19 a encore

exacerbé cette situation : les réunions virtuelles n'offrent généralement pas d'espaces suffisants pour des échanges significatifs et de qualité.

Plusieurs OSC ont déclaré qu'elles sont souvent tenues de s'engager longtemps à l'avance à étudier des événements spécifiques sur des réseaux spécifiques en utilisant des méthodologies spécifiques avec une équipe spécifique lorsqu'elles sollicitent un financement.

En ce qui concerne le deuxième facteur, Sam Jeffers a fait remarquer que la plupart des organisations sont restées des généralistes plutôt que des spécialistes, alors que le domaine s'est développé pour aborder toute une série de questions. Toutes n'ont pas développé l'expertise et les compétences nécessaires pour poser davantage de questions sur l'impact de la technologie sur la société et la politique - par exemple, en concevant de nouvelles méthodes d'accès ou d'analyse des données, ou pour étudier de petites plateformes ou des événements et des pays ou régions peu étudiés - ou pour mener des analyses plus nuancées et approfondies. Au lendemain du référendum sur le Brexit et de l'élection présidentielle américaine de 2016, les amples conversations sur le rôle des plateformes, des algorithmes et de la maîtrise de l'information numérique étaient encore largement inédites et pertinentes pour les décideurs politiques comme pour le public car elles fournissaient un programme vaste, mais souvent peu spécifique, pour l'activité des OSC. Cependant, comme l'a fait remarquer Jeffers, ce discours doit maintenant « s'affiner » et les OSC ont besoin « d'expertise et de définitions plus pointues » pour réunir les programmes de recherche, identifier les doubles emplois et répondre à certaines des questions les plus difficiles concernant l'impact.

En ce qui concerne le troisième facteur, compte tenu de la rapidité de l'innovation technologique et de la volatilité de l'accès aux données, les possibilités de financement et de subvention doivent évoluer pour s'adapter à l'incertitude et au changement. Plusieurs OSC ont déclaré qu'elles sont souvent tenues de s'engager longtemps à l'avance à étudier des événements spécifiques sur des réseaux spécifiques en utilisant des méthodologies spécifiques avec une équipe spécifique lorsqu'elles sollicitent un financement. Chloe Colliver a suggéré des approches plus flexibles et tolérantes au risque pour les bailleurs de fonds qui s'engagent à soutenir une organisation ainsi qu'une ouverture des orientations des travaux de recherche tout en permettant plus de flexibilité dans la conception de la recherche, la programmation, le recrutement et la collaboration avec d'autres organisations. Mackenzie Nelson, d'AlgorithmWatch, a souligné que le financement par projet (par rapport au financement par organisation) pouvait conduire les OSC à suivre les dernières tendances en matière de politique technologique, plutôt que de se pencher sur l'impact à long terme.

Les experts ont constaté que les gouvernements s'intéressent de plus en plus aux questions relatives à la désinformation et aux solutions politiques correspondantes, mais ils sont partagés quant à l'impact de leur travail sur la gouvernance. Très peu d'OSC interrogées ont pu citer des exemples où leur travail a eu un impact direct sur l'élaboration des politiques...

Ce défi se reflète également dans les opinions exprimées par les experts des OSC à l'égard des stratégies actuelles des bailleurs de fonds. Plusieurs personnes interrogées ont fait remarquer que les bailleurs de fonds soutiennent souvent de grandes organisations bien établies, disposant de méthodes et de boîtes à outils qui ont fait leurs preuves, plutôt que de nouvelles organisations étudiant des réseaux non traditionnels, tels que Gab ou Parler, ou utilisant des méthodes expérimentales, telles que l'étude des conversations dans des canaux WhatsApp semi-privés avec le consentement des utilisateurs. Cette tendance de financement est d'autant plus préoccupante que l'ampleur de la désinformation sur bon nombre de plateformes numériques exige de diversifier et de répartir les approches de recherche, même si les OSC s'efforcent d'obtenir une vue globale de l'espace d'information dans son ensemble.

Divisions régionales dans le capital relationnel

Les organisations de la société civile ont établi des relations constructives avec les parties prenantes de l'industrie, les décideurs politiques et d'autres communautés d'activistes dans le cadre de leur travail. Les répondants ont souligné l'importance des relations avec l'industrie pour la crédibilité de leurs organisations. Mais le défi que beaucoup ont relevé est de savoir si elles sont traitées comme de véritables partenaires, c'est-à-dire si les entreprises technologiques et les gouvernements les considèrent comme des sources crédibles d'expertise et d'éléments probants pouvant aider à faire évoluer les produits et les politiques - rôle que les OSC devraient jouer selon plusieurs déclarations de plateformes et de gouvernements.

Nos recherches ont révélé un certain degré d'ambivalence, les OSC ayant souvent des opinions à la fois sceptiques et positives sur leurs relations avec les entreprises de réseaux sociaux. De nombreux experts ont relaté des expériences positives de coopération et d'autres types d'échanges avec les plateformes. Plusieurs d'entre eux ont par exemple parlé du partage régulier de preuves de désinformation numérique et d'interférence avec les plateformes. Un expert a reconnu le rôle important du financement de l'industrie pour le travail des OSC et a indiqué que certains programmes ne seraient pas possibles sans les partenariats avec l'industrie. Cependant, ce type de financement est souvent considéré comme quelque peu controversé, surtout lorsque les OSC mènent des recherches sur les plateformes qui financent leur travail. Cela souligne l'importance pour les plateformes d'améliorer l'accès indépendant aux données et de développer des partenariats stratégiques avec les OSC. Ces deux mesures pourraient offrir aux OSC davantage de possibilités pour mener des recherches sur l'ampleur et la portée de la désinformation, de porter les problèmes à l'attention des plateformes et de formuler des recommandations politiques pour améliorer la gouvernance.

Certains experts ont constaté un manque de réactivité de la part des entreprises avec lesquelles ils travaillent lorsqu'elles sont alertées de cas isolés de désinformation et de réclamations répétées sur leurs réseaux. Il est possible que les changements fréquents de personnel en soient l'une des causes : Sam Jeffers a souligné que son organisation a été confrontée à des situations dans lesquelles leurs personnes de contact auprès des plateformes avaient soit quitté l'entreprise, soit n'étaient pas réactives. Ce défi pourrait être résolu par des changements dans la culture organisationnelle des plateformes afin de s'assurer que les personnes assumant de nouvelles fonctions soient présentées à toutes les OSC partenaires de leur portefeuille, ou en créant une nouvelle équipe ou un nouveau poste au sein de l'entreprise pour assurer la liaison avec la société civile.

Les experts des grandes organisations bien établies d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord ont fait état d'expériences plus positives concernant leurs relations avec les plateformes

que leurs collègues des pays du Sud et d'Europe de l'Est. Cela se reflète dans les recherches sur la sous-représentation du personnel chargé de la politique des plateformes et de la modération du contenu dans les pays ayant une part de marché relativement faible. Certains répondants ont critiqué l'engagement des entreprises de réseaux sociaux auprès des organisations basées dans les pays du Sud et en Europe de l'Est. Par exemple, Darko Brkan, de Zašto Ne, a souligné que les publicités Facebook de son organisation, qui démystifient la désinformation liée au COVID-19, ont été bloquées à plusieurs reprises par la plateforme - peut-être parce qu'elles répétaient des éléments de fausses allégations afin de les démystifier - même si l'organisation a reçu des fonds de Facebook pour vérifier les faits liés au COVID-19.

De même, Idayat Hassan du CDD Afrique de l'Ouest a déclaré que souvent, les plateformes ne s'engagent pas de manière significative avec les organisations de la société civile au Nigeria. Elle a souligné que les réseaux se contentent de « cocher les cases », en particulier pendant les élections, plutôt que d'élaborer des mesures préventives et de mettre en œuvre des stratégies claires, comme c'est le cas dans les pays du Nord. Ces observations soulignent non seulement le moindre pouvoir de négociation des petites OSC et des OSC non occidentales, mais démontrent également l'importance des efforts visant à aider les entreprises à développer des connaissances et des sensibilités culturelles, même sur les petits marchés. Plusieurs experts ont également souligné la nécessité d'une réponse politique plus intégrée au problème politique à échelle planétaire que pose la désinformation numérique. Par exemple, Rastó Kužel de Memo 98 a décrit la désinformation comme un problème politique multidimensionnel nécessitant une coopération coordonnée des parties prenantes et une compréhension commune. Cependant, de nombreux experts ont partagé des récits similaires de leur engagement avec les décideurs politiques et les gouvernements. Presque tous ont indiqué avoir participé à une séance d'information politique publique ou officielle, à l'exception de ceux qui effectuent des recherches sur la désinformation dans des pays autoritaires où le gouvernement est impliqué dans la manipulation et la censure des réseaux sociaux. Les experts ont constaté que les gouvernements s'intéressent de plus en plus aux questions relatives à la désinformation et aux solutions politiques correspondantes, mais ils sont partagés quant à l'impact de leur travail sur la gouvernance. Très peu d'OSC interrogées ont pu citer des exemples où leur travail a eu un impact direct sur l'élaboration des politiques, et certaines ont même cité des exemples où les décideurs politiques ont négligé leurs conseils et leurs preuves.

Divisions régionales dans les compétences et capacités



Les experts des organisations de la société civile qui luttent contre la désinformation numérique font souvent appel à des capacités et des connaissances techniques diverses. Il s'agit notamment d'expertise en la matière (ex. : sur la désinformation, ses auteurs, sa propagation et son histoire) et d'expertise analytique (ex. : dans l'analyse des big data, l'apprentissage automatique et la collecte de données sur Internet). Les OSC se sont lancées dans diverses activités, notamment la détection automatisée de désinformation, le classement de crédibilité par intelligence artificielle, l'éducation aux médias et les actions de sensibilisation. Toutefois, les techniques reposant sur la technologie et nécessitant des ressources importantes sont courantes en Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, en Europe, tandis que dans le Sud, c'est la vérification des faits non automatisée qui prédomine.

Le nombre et la diversité des OSC impliquées dans la lutte contre la désinformation numérique a donné lieu à des mesures uniques et innovantes, mais cela a également introduit des problèmes de coordination...

Cette différence de capacité pourrait être le résultat d'un choix inscrit dans le temps, c'est-à-dire qu'elle est fonction du moment où les questions de désinformation numérique sont devenues pertinentes pour les portefeuilles de financement. La majorité des OSC interrogées ont relevé l'élection présidentielle américaine de 2016 pour évoquer les opérations d'information étrangères et la désinformation d'origine locale. À la suite de cet événement, des OSC nord-américaines et européennes qui étudient la désinformation numérique ont reçu d'importants investissements. Les organisations d'Europe de l'Est, des Balkans et d'Afrique ont quant à elles fait référence à des événements antérieurs, impliquant souvent une propagande parrainée par l'État, comme les cyberattaques de la Russie sur les sites web d'institutions et d'organisations estoniennes lors de la controverse sur le déplacement d'un monument commémoratif soviétique de la Seconde Guerre mondiale à Tallinn en 2007, ou le crash d'un avion de Malaysia Airlines orchestré par les forces russes dans l'est de l'Ukraine en 2014, ou encore des questions autour de la corruption en cours et de la liberté des médias.

Dans une certaine mesure, le fossé en matière de capacités entre les régions existe également dans les antécédents professionnels des experts de la société civile qui travaillent sur la désinformation numérique. Plusieurs répondants d'Amérique du Nord et d'Europe de l'Ouest avaient travaillé auparavant dans le secteur des Big Tech, de l'ingénierie logicielle ou de l'analyse des données. Ils sont nettement moins nombreux à avoir été formés dans des domaines souvent associés aux OSC et autres organisations d'intérêt public, tels que les droits humains, le droit, les relations internationales ou les sciences politiques et sociales. Cela suggère que les OSC qui réagissent à la désinformation en Amérique du Nord et en Europe possèdent plus souvent des connaissances techniques spécifiques que des compétences que l'on trouve dans les groupes d'intérêt public.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les organisations de la société civile ont adopté des programmes et des outils efficaces et innovants pour lutter contre la diffusion de la désinformation numérique et pour plaider en faveur de meilleures politiques gouvernementales et de la responsabilisation des plateformes. Qu'il s'agisse de programmes d'éducation aux médias, de l'élaboration de normes et de standards ou de la réalisation de recherches et de la mise au point d'outils de détection de la désinformation, la société civile donne aux citoyens les moyens d'agir et fournit aux décideurs et aux plateformes des éléments permettant de pallier les déficiences de ces dernières et de favoriser une technologie qui soutient les droits démocratiques.

Les acteurs de la société civile travaillant dans cet espace sont toutefois confrontés à plusieurs défis. L'accès à des données significatives reste un problème, car les entreprises restreignent de plus en plus l'accès aux données sur l'activité publique des réseaux sociaux (comme les publications, les commentaires ou les images qui sont visibles par tous les utilisateurs de la plateforme) par le biais de leurs API et limitent la disponibilité d'autres types de données pertinentes pour la propagation de la désinformation sur leurs plateformes. Bien que les plateformes aient lancé des initiatives ambitieuses pour mettre des ensembles de données à grande échelle à la disposition des chercheurs et des OSC, ces initiatives manquent souvent de transparence quant aux processus de demande et d'évaluation ou ne donnent qu'un accès limité à certaines données sélectionnées par les plateformes.

Le nombre et la diversité des OSC impliquées dans la lutte contre la désinformation numérique a donné lieu à des mesures uniques et innovantes, mais cela a également introduit des problèmes de coordination, car les organisations travaillant sur les questions de

sécurité, la surveillance des élections, la défense des droits humains, la vérification des faits, la défense des droits numériques et le journalisme se retrouvent avec des définitions et des approches différentes du problème. En outre, toutes les organisations ne disposent pas des compétences numériques nécessaires pour suivre l'évolution du paysage de la désinformation, car les gouvernements et autres acteurs malveillants continuent de développer de nouvelles technologies et méthodes pour échapper à la détection.

Les OSC font un travail considérable pour combattre la désinformation numérique, mais une plus grande coopération de la part des plateformes - comme rendre les données publiques plus accessibles - pourrait leur permettre d'en faire davantage. Les personnes interrogées ont également souligné le rôle important des bailleurs de fonds, et en particulier la nécessité d'une programmation flexible qui pourrait permettre aux projets de s'adapter à l'évolution du paysage de la désinformation et la nécessité d'investir dans des programmes qui mettent l'accent sur la collaboration et le partage de connaissances.

Sur la base de ces constatations, nous avons formulé les recommandations suivantes :



Rendre l'accès aux données plus inclusif : Les organisations de la société civile et les chercheurs devraient faire pression pour obtenir au nom de l'intérêt public un accès aux données sur les plateformes et demander que les données soient accessibles à un ensemble diversifié et international d'organisations travaillant sur différents aspects de la désinformation numérique. Cela concerne en particulier les données qui sont déjà dans le domaine public et partagées par des utilisateurs consentants, comme les messages publics, les commentaires ou les images qui sont visibles par tous les utilisateurs de la plateforme. Néanmoins, ces données publiques restent souvent inaccessibles à la recherche systématique, d'autant que certaines plateformes ont de plus en plus restreint l'accès aux données agrégées par le biais de leurs API. Grâce à un meilleur accès des API aux données du domaine public, la société civile pourrait aider les plateformes à protéger les droits des utilisateurs et à limiter les problèmes de confidentialité, tandis que les analystes pourraient mener des recherches indépendantes sur la technologie, la société et la politique. Un accès plus large aux API permettrait également d'uniformiser les règles du jeu pour les petites et grandes organisations qui pourraient non seulement mener des recherches indépendantes, mais aussi étudier l'impact des plateformes de réseaux sociaux sur la société en temps réel.



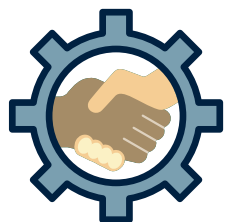
Soutenir la diversité : Les bailleurs de fonds devraient revoir leurs stratégies afin d'inclure des niveaux minimums d'investissement dans les petites organisations ou les projets à court terme qui étudient des contextes non occidentaux et les groupes sous-représentés et défavorisés de la société. Cela permettrait non seulement de soutenir la diversité et l'innovation en matière de recherche, mais aussi de fournir un plus grand nombre de travaux empiriques mettant en évidence les points de vue uniques des femmes, des personnes racisées, des personnes avec un handicap, des immigrants ou d'autres communautés minoritaires victimes de désinformation numérique. Sans une plus grande attention à l'égard de ces communautés, la société civile ne sera pas en mesure de formuler des recommandations politiques qui améliorent le bien-être de tous les utilisateurs de technologies.



Augmenter la flexibilité des financements : La société civile devrait rechercher - et les bailleurs de fonds devraient concevoir des mécanismes pour offrir - plus de flexibilité en ce qui concerne les contextes (ex. : certains réseaux sociaux, événements émergents) et les méthodologies de recherche. Souvent, le financement - et, par extension, la recherche - se concentre sur les plateformes dominantes telles que Facebook, Twitter et YouTube, en accordant moins d'attention aux réseaux ou plateformes plus petits qui sont utilisés dans des environnements non anglophones ou qui sont consacrés à des communautés et des sujets de niche. Plus de flexibilité dans les modalités de financement permettraient aux OSC d'adapter leurs recherches en fonction de l'évolution du paysage de la désinformation, dans lequel les élections, les troubles civils ou les développements politiques peuvent fournir des informations importantes sur l'impact de la technologie sur la société et la politique.



Donner la priorité à la diffusion des compétences et au transfert des connaissances : Les organisations de la société civile qui cherchent des financements pour lancer des programmes de lutte contre la désinformation doivent souligner l'importance des actions de diffusion des compétences et de transfert des connaissances. La nature cloisonnée de la recherche sur la désinformation montre qu'il est de plus en plus nécessaire d'associer l'expertise technique à des connaissances culturelles et politiques approfondies. Les financements doivent se concentrer sur des programmes qui renforcent les connaissances entre les experts techniques, la société civile et le journalisme, avec un accent particulier sur les pays du Sud ou les petites organisations travaillant dans des environnements peu étudiés, sous-représentés et non anglophones. Il pourrait également s'agir d'organiser des événements de type « hackathons » financés par des bailleurs de fonds autour d'une question ou d'une élection particulière, d'investir dans le développement d'outils de détection du harcèlement et de la désinformation dans des environnements non anglophones, ou d'investir dans des ateliers ou des cours de formation à la science des données ou à l'analyse des logiciels libres.



Améliorer le réseautage, la collaboration et la mise en commun des intérêts : Les organisations de la société civile ont une grande expérience et de nombreuses connaissances sur l'impact de la désinformation numérique sur les citoyens, la société et la démocratie. Bien qu'il existe un nombre croissant d'initiatives permettant aux organisations et aux activistes de partager leurs connaissances et leurs expériences, il y a également un manque d'événements de mise en réseau, d'ateliers et de tables rondes qui soient constructifs et largement accessibles. Cela s'explique en partie par le fait que les questions à l'intersection des réseaux sociaux, de la désinformation et de la société permettent à un large éventail d'OSC de participer, des communautés de défense des droits numériques aux organisations d'élections et de surveillance, en passant par les organisations d'information et de vérification des faits, les groupes de réflexion sur la sécurité nationale et les organisations de défense des droits humains. La diversité des organisations impliquées dans l'activisme et le plaidoyer est une force qui peut rassembler des points de vue uniques, mais cela comprend également des défis comme la redondance des projets qui peut constituer un frein à la coordination et à la collaboration. Certains bailleurs de fonds ont commencé à jouer un rôle de facilitateur en amenant des voix diverses autour de la table, mais on pourrait accorder plus d'attention et d'investissements aux initiatives qui mettent l'accent sur le renforcement de la communauté et la collaboration, qui associent de grandes organisations établies à des organisations plus petites ou en expansion, et qui mettent en com-

mun les intérêts, les ensembles de compétences et l'expertise individuels afin de tenir compte de la diversité de la recherche par concept plutôt que par coïncidence. Pour les bailleurs de fonds, cette stratégie peut également être un moyen de gérer le risque lorsqu'ils travaillent avec de nouvelles organisations qui n'ont pas encore développé de portefeuille : encourager la collaboration entre de nouvelles organisations et des organisations plus expérimentées permet non seulement un transfert de connaissances et de compétences entre elles, mais peut également permettre aux bailleurs de fonds de soutenir une plus grande variété d'organisations.

Même si cet espace va continuer à évoluer, garantir à la société civile l'accès aux données, aux financements et aux compétences nécessaires pour soutenir la prochaine génération de recherche sur la désinformation peut contribuer à améliorer l'engagement civique et la responsabilité démocratique à une époque où la communication politique devient de plus en plus numérique. Malgré les efforts déployés par les plateformes et les politiques, la désinformation numérique - qu'elle soit d'origine étrangère ou nationale, qu'elle émane de dissidents marginaux ou de personnalités politiques dominantes, qu'elle soit motivée par le profit ou la politique, qu'elle soit propagée avec des intentions malveillantes ou partagée par des utilisateurs ignorants - continue de menacer l'intégrité de la démocratie et des droits humains dans le monde entier. Dans le cadre des efforts déployés pour surmonter cette crise de l'information, les OSC réalisent des travaux de recherche et de sensibilisation efficaces. Plus important encore, elles représentent la voix du public dans la redéfinition du discours démocratique en ligne.

ANNEXE A : CONSULTATIONS AVEC DES EXPERTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Entretiens

Nous avons mené des entretiens approfondis avec des experts afin d'accéder à des données riches et contextualisées sur les pratiques, les expériences et l'expertise des acteurs de la société civile travaillant sur les questions de désinformation.⁸ Nous avons employé des entretiens semi-structurés contenant des questions individualisées pour mettre en lumière les connaissances spécifiques des acteurs et aborder les divers contextes et antécédents historiques. Cette approche semi-structurée « ouverte, flexible et interactive »⁹, nous a permis de nous appuyer sur les points de vue, les expériences et les interprétations des personnes interrogées.¹⁰ Les personnes interrogées avaient le choix de rester anonymes, mais la plupart nous ont permis de divulguer leur nom et leur affiliation. Les entretiens n'ont pas été enregistrés, mais nous avons transcrit des notes de manière sélective tout en menant les entretiens. Les citations ont été partagées avec les participants pour qu'ils puissent les approuver et elles ont été adaptées si nécessaire. Pour identifier les personnes à interviewer, nous avons puisé dans l'inventaire de la société civile que nous avons élaboré. Nous avons également fait appel à nos réseaux personnels et professionnels. Nous avons ainsi identifié trois groupes cibles :

1. **Les spécialistes en recherche.** Ces experts mènent des recherches sur divers phénomènes liés à la désinformation et à la manipulation des réseaux sociaux. Ils élaborent et mettent en œuvre des méthodologies de recherche et collectent, vérifient et analysent des données provenant d'API et d'autres sources de données.
2. **Les dirigeants.** Ces experts dirigent les activités quotidiennes des organisations et prennent des décisions concernant le personnel, le financement et les aspects logistiques des projets de recherche et de vulgarisation.
3. **Les spécialistes en politique et plaidoyer.** Ces experts communiquent les recherches et les programmes des OSC au public, aux décideurs politiques, aux régulateurs et à l'industrie. Ils entament le dialogue avec diverses parties prenantes, présentent leurs conclusions et entreprennent des actions d'éducation et de plaidoyer.

Ces groupes ne s'excluent pas mutuellement. Les experts accomplissent fréquemment diverses tâches au sein de leur organisation, quelle qu'en soit la taille.

Nous avons interrogé onze experts de dix organisations situées dans différentes régions, notamment en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine et en Amérique du Nord. Quatre des personnes interrogées se sont identifiées comme des femmes et sept comme des hommes. Chacun des entretiens a duré entre trente et quarante minutes et a été réalisé par le biais d'un logiciel de vidéoconférence. Les entretiens en face à face n'ont pas été possibles en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. Un tableau détaillé des données démographiques des participants et des exemples représentatifs de nos questions d'entretien sont fournis aux annexes B et C.

Enquête

Plusieurs experts contactés ont éprouvé des difficultés à trouver du temps pour un entretien, bien qu'ils aient exprimé une volonté sincère de contribuer à cette recherche. Les sujets ont souvent fait état de nouvelles obligations en matière de santé et de l'évolution des routines de travail dans le contexte de la pandémie de COVID- 19. Compte tenu du climat de travail actuel, nous avons décidé de recourir à l'enquête comme méthodologie supplémentaire en nous inspirant de la structure et des questions de notre méthode d'entretien. L'enquête a été conçue de manière à ce que les répondants puissent y répondre en dix à quinze minutes. Les répondants avaient la possibilité de faire une pause et de reprendre l'enquête plus tard. Nous avons utilisé Google Forms pour l'enquête, ce qui ne nécessitait pas de connexion ou d'inscription de la part des participants. Ce modèle d'enquête a permis de tenir compte de l'emploi du temps chargé des participants et d'obtenir des données de huit experts de sept organisations qui, autrement, n'auraient pas été en mesure de contribuer en raison de leurs obligations professionnelles et de leurs engagements.

Les données de notre enquête ont mis en évidence les tendances émergentes et les conclusions générales, ce qui a permis d'approfondir les données de nos entretiens. Les données d'enquête ne révèlent généralement pas le même niveau de complexité que les entretiens, mais l'enquête a néanmoins permis de compléter les conclusions initiales des entretiens en fournissant un contexte et des nuances supplémentaires. Des exemples représentatifs de questions d'enquête sont disponibles à l'annexe D. Les participants ont été invités à fournir des réponses aux questions se rapportant uniquement à leur expertise et à leur expérience.

ANNEXE B : PARTICIPANTS AUX ENTRETIENS ET A L'ENQUÊTE

ENTRETIENS					
Nom	Fonction	Organisation	Date d'entretien	Région	Genre
Sam Jeffers	Directeur général	Who Targets Me?	7 août 2020	Royaume-Uni	Homme
Nick Monaco	Directeur de Digital Intelligence Lab	Institute for the Future	11 août 2020	États-Unis	Homme
Rafael Goldzweig	Coordinateur de recherche	Democracy Reporting International	13 août 2020	Allemagne	Homme
Darko Brkan	Président	Zašto Ne	13 août 2020	Bosnie-Herzégovine	Homme
Alexandre Alaphilippe	Directeur exécutif	EU DisinfoLab	14 août 2020	Italie	Homme
Chloe Colliver	Resp. Politique et Stratégie numériques	Institute for Strategic Dialogue	17 août 2020	Royaume-Uni	Femme
Idayat Hassan	Directrice	CDD West Africa	18 août 2020	Nigéria	Femme
Mackenzie Nelson	Gestionnaire de projet Plateformes de gouvernance	Algorithm Watch	9 septembre 2020	Allemagne	Femme

ENQUÊTE				
Nom	Fonction	Organisation	Région	Genre
Ben Nimmo	Responsable de enquêtes	Graphika	États-Unis	Homme
Jennifer 8. Lee	Cofondatrice de CredCo, administratrice chez Hacks/Hackers	Credibility Coalition, Hacks/Hackers	États-Unis	Femme
Anonyme	Coordinateur/rice Plaidoyer	EU DisinfoLab	Europe	—
Ttcat	Directeur général	Doublethink Lab	Taiwan	Homme
Claire Pershan	Répondant en son propre nom	Internews, renommé EU DisinfoLab	Europe	Femme
Rasto Kuzel	Directeur exécutif	Memo 98	Slovaquie	Homme
Carlos Cortes	Cofondateur	Linterna Verde	Colombie	Homme

ANNEXE C : EXEMPLES DE QUESTIONS D'ENTRETIEN

À propos du sujet / Questions de fond

- Q.1** Quel est le genre du répondant (homme, femme, non-binaire) ?
- Q.2** Où se trouve votre organisation ?
- Q.3** Quel est votre poste actuel et pour quelle organisation travaillez-vous ?
- Q.4** Depuis combien de temps occupez-vous cette fonction ?
- Q.5** Si vous avez accepté cette fonction il y a moins de deux ans, dans quel domaine ou secteur d'activité travailliez-vous auparavant ?
- Q.6** Travaillez-vous seul-e ou en équipe ? Avec combien de personnes travaillez-vous directement sur des questions liées à la désinformation et aux réseaux sociaux ?
- Q.7** Quand les questions relatives à la désinformation, aux fake news et à la manipulation des réseaux sociaux sont-elles devenues pertinentes pour votre travail ?
- Q.8** Sur quels domaines et sur quels réseaux sociaux se concentre le travail de votre organisation ?

Questions d'approfondissement sur le sujet

- Q.1a** De votre point de vue, quels sont les plus grands défis que votre organisation rencontre avec les réseaux sociaux et la désinformation ?
- Q.1b** Parmi ces défis en lien avec la manipulation des réseaux sociaux, lequel est le plus urgent pour les organisations de la société civile (discours haineux, diffusion de désinformation politique, publicité sur les réseaux sociaux, théories du complot sur COVID-19, autre) ?
- Q.2a** Quelles sont les stratégies actuelles de votre organisation pour lutter contre la désinformation ?
- Q.2b** Parmi ces stratégies, lesquelles sont appliquées ou envisagées par votre organisation (surveillance, détection automatisée, éducation, engagement politique, collaboration avec l'industrie) ?
- Q.2c** Quelles sont les difficultés des stratégies actuelles pour traiter ces questions ?
- Q.3** Pouvez-vous nous parler d'un projet réussi mené par votre organisation en relation avec la désinformation sur les réseaux sociaux ? Quel est votre produit principal ?
- Q.4a** Pouvez-vous décrire le processus de prise de décision ?
- Q.4b** Pouvez-vous m'en dire plus sur les types de groupes et de publics de la désinformation que vous ciblez dans votre travail ?
- Q.4c** Pouvez-vous m'en dire plus sur les types de groupes et de publics de la désinformation que vous ciblez dans votre travail ?
- Q.4d** Quel type de mesures prenez-vous pour travailler avec les entreprises technologiques lorsque vous réfléchissez à d'éventuelles mesures de riposte ? Que faites-vous pour travailler avec les gouvernements lorsque vous envisagez d'éventuelles mesures de riposte ?

- Q.4e** Trouvez-vous que ce genre de partenariats entre le gouvernement et l'industrie est utile à votre travail ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Q.4f** Pouvez-vous décrire un partenariat réussi avec l'industrie sur les questions numériques ? Pouvez-vous décrire un partenariat négatif avec l'industrie sur les questions numériques ?
- Q.4g** Pouvez-vous décrire certains des défis auxquels vous avez été confrontés lors de l'élaboration des mesures de lutte ?
- Q.5** Pouvez-vous décrire comment vous travaillez avec ou apprenez d'autres organisations de la société civile qui travaillent sur ces questions ?

Questions sur l'impact

- Q.1a** De manière générale, quels sont les objectifs de vos interventions ?
- Q.1b** A court terme, quelles sont vos principales priorités en matière de lutte contre la désinformation ?
- Q.1c** A long terme, quelles sont vos principales priorités en matière de lutte contre la désinformation ?
- Q.2** Pouvez-vous décrire en quoi, selon vous, ces interventions pourraient affecter la liberté d'expression ou donner lieu à des abus ?
- Q.3** En quoi sont-elles liées aux lois existantes en matière de censure et de discours de haine ?
- Q.4** Qui cherchez-vous à atteindre directement à travers vos mesures ?
- Q.5** Où se concentrent vos mesures en termes de région ? Pouvez-vous décrire pourquoi vous vous concentrez sur une région spécifique ?
- Q.6** Vous disposez d'un million de dollars américains à dépenser sur les questions de désinformation et de réseaux sociaux. À quoi les dépensez-vous et où les fonds sont-ils le plus nécessaires ?

ANNEXE D : EXEMPLES DE QUESTIONS D'ENQUÊTE

- Q.1** Quel est votre nom ?
- Q.2** De quelle organisation êtes-vous membre et où se trouve votre organisation ?
- Q.3** Quel est votre poste actuel et en quoi consiste votre fonction ?
- Q.4** Si vous avez accepté cette fonction il y a moins de deux ans, dans quels domaines ou secteurs d'activité travailliez-vous auparavant ?
- Q.5** Quand et pourquoi les questions relatives à la désinformation numérique, aux « fake news » et à la manipulation des réseaux sociaux sont-elles devenues pertinentes pour votre travail ?
- Q.6** Sur quels domaines et sur quels réseaux sociaux se concentre le travail de votre organisation ?
- Q.7** De votre point de vue, quels sont les plus grands défis que votre organisation rencontre avec les réseaux sociaux et la désinformation ?
- Q.8** Quelles sont les stratégies actuelles de votre organisation pour combattre la désinformation (ex. : développement d'outils, travail de plaidoyer, détection, vérification des faits, etc.)
- Q.9** Que faites-vous pour travailler avec les entreprises technologiques et les décideurs politiques lorsque vous envisagez d'éventuelles mesures de riposte ?
- Q.10** Trouvez-vous que ce genre de partenariats entre le gouvernement et l'industrie est utile à votre travail ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Pouvez-vous décrire un partenariat réussi ?
- Q.11** Imaginez que vous êtes un bailleur de fonds qui peut accorder une subvention d'un million de dollars à une organisation de la société civile. Quels projets financeriez-vous et où les fonds sont-ils le plus nécessaires ?

ANNEXE E : FEUILLE DE CALCUL CODÉE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Pour voir la feuille de calcul complète des organisations de la société civile codées, veuillez consulter www.ned.org/wp-content/uploads/2020/12/Coded-Spreadsheet-Civil-Society-Organizations-Neudert-Bradshaw-Jan-2021.xlsx.

RÉFÉRENCES

- 1 Samantha Bradshaw et Bridget Barrett, Civil Society Organizations' Data, Access, and Tooling Needs for Social Media Research, Institute for Research on the Information Environment, 1er juin 2022, <https://informationenvironment.org/wp-content/uploads/2022/09/RP5-Civil-Society-Organizations-Data-Access-and-Tooling-Needs-for-Social-Media-Research.pdf>.
- 2 Samantha Bradshaw et Philip N. Howard, « *Challenging Truth and Trust : A Global Inventory of Organized Social Media Manipulation* », Computational Propaganda Project, Oxford Internet Institute, juillet 2018, <https://demtech.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/127/2018/07/ct2018.pdf>; Samantha Bradshaw et Philip N. Howard, « *The Global Disinformation Disorder: 2019 Inventory of Organised Social Media Manipulation* », Computational Propaganda Project, Oxford Internet Institute, septembre 2019, <https://demtech.oii.ox.ac.uk/research/posts/the-global-disinformation-order-2019-global-inventory-of-organised-social-media-manipulation/>.
- 3 Rebecca MacKinnon, « *Consent of the Networked: The Worldwide Struggle for Internet Freedom* », New York : Basic Books, 2012 ; Carly Nyst et Nick Monaco, « *State-Sponsored Trolling: How Governments Are Deploying Disinformation as Part of Broader Digital Harassment Campaigns* », Institute for the Future, janvier 2018, www.iftf.org/fileadmin/user_upload/images/DigIntel/ITF_State_sponsored_trolling_report.pdf.
- 4 Ualan Campbell-Smith et Samantha Bradshaw, « *Global Cyber Troops Country Profile : India* », Oxford Internet Institute, University of Oxford, <http://comprop.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/93/2019/05/India-Profile.pdf> ; Rafael Evangelista et Fernanda Bruno, « WhatsApp and Political Instability in Brazil: Targeted Messages and Political Radicalisation », Internet Policy Review 8, no. 4:9, décembre 2019, 9, <https://policyreview.info/articles/analysis/whatsapp-and-political-instability-brazil-targeted-messages-and-political>.
- 5 Jonathan Bright, Hubert Au, Hannah Bailey, Mona Elswah, Marcel Schliebs, Nahema Marchal, Christian Schwieter, Katarina Rebello et Philip N. Howard, « *Coronavirus Coverage by State-Backed English-Language News Sources: Understanding Chinese, Iranian, Russian and Turkish Government Media* », Computational Propaganda Project, Oxford Internet Institute, 8 avril 2020, <https://comprop.oii.ox.ac.uk/wp-content/uploads/sites/93/2020/04/Coronavirus-Coverage-by-State-Backed-English-Language-News-Sources.pdf>.
- 6 Bradshaw et al., *Challenging Truth and Trust*.
- 7 Bright et al, « Coronavirus Coverage by State-Backed English Language News Sources ».
- 8 Kathleen Musante DeWalt et Billie R. DeWalt, « *Participant Observation: A Guide for Fieldworkers* », Lanham, MD: AltaMira, 2002.
- 9 Jennifer Mason, « Semistructured Interview », dans Michael S. Lewis-Beck, Alan Bryman et Tim Futing Liao, eds, *The SAGE Encyclopedia of Social Science Research Methods*, Thousand Oaks, CA: SAGE Publications, 2004: 1021.
- 10 Lewis-Beck et al, eds., *The SAGE Encyclopedia of Social Science Research Methods*.

CRÉDITS PHOTOS

Photo de couverture - Oleh_Slobodeniuk/E+ via [Getty Images](https://www.gettyimages.com) ; Réseaux mondiaux - Artistdesign29/[Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com) ; Réseaux sociaux - Bloomicon/[Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com) ; Boussole - akindo/DigitalVision Vectors via [Getty Images](https://www.gettyimages.com) ; Épave d'avion - Alexander Chizhenok/[Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com).

A PROPOS DES AUTRICES

Samantha Bradshaw effectue un stage postdoctoral au Digital Civil Society Lab et au Stanford Internet Observatory. Elle s'intéresse de manière générale à la relation entre la technologie et la démocratie, ainsi qu'aux politiques intégrées dans la conception technique et les pratiques privées des entreprises des plateformes. Elle a participé à des discussions de politique publique au Royaume-Uni, au Canada et aux États-Unis, a servi d'informatrice aux fonctionnaires et a apporté son témoignage d'experte à plusieurs processus politiques en cours concernant les effets de la technologie sur la démocratie. Suivez-la sur [@sbradshaww](https://twitter.com/sbradshaww).

Lisa-Maria Neudert est doctorante à l'Oxford Internet Institute et chercheuse principale au Computational Propaganda Project, où elle travaille à l'intersection de la communication politique, des études technologiques et de la gouvernance. Ses recherches actuelles portent sur la gouvernance publique et privée des questions politiques entourant la désinformation par les gouvernements et les plateformes de réseaux sociaux. Suivez-la sur [@lmneudert](https://twitter.com/lmneudert).

À PROPOS DU FORUM INTERNATIONAL POUR LES ÉTUDES DEMOCRATIQUES

Le Forum International Pour les Études Démocratiques du National Endowment for Democracy (NED) est un centre de premier plan pour les analyses et les discussions sur la théorie et la pratique de la démocratie dans le monde. Le Forum complète la mission principale du NED - fournir une assistance aux groupes de la société civile à l'étranger dans leurs efforts pour promouvoir et renforcer la démocratie - en mettant en relation la communauté universitaire et les activistes du monde entier. Grâce à ses activités aux multiples facettes, le Forum répond aux défis auxquels sont confrontés les pays du monde entier en analysant les possibilités de transition, de réforme et de consolidation démocratiques. Le Forum poursuit ses objectifs à travers plusieurs initiatives interdépendantes : la publication du *Journal of Democracy*, la principale publication mondiale sur la théorie et la pratique de la démocratie ; l'organisation de programmes de bourses pour les activistes, les journalistes et les chercheurs internationaux dans le domaine de la démocratie ; la coordination d'un réseau mondial de groupes de réflexion ; et la mise en œuvre d'un large éventail d'initiatives analytiques visant à explorer les thèmes essentiels liés au développement démocratique.

À PROPOS DU NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY

Le National Endowment for Democracy (NED) est une fondation privée à but non lucratif qui se consacre au développement et au renforcement des institutions démocratiques dans le monde. Chaque année, le NED octroie plus de 1 700 subventions pour soutenir les projets de groupes non gouvernementaux à l'étranger qui œuvrent pour des objectifs démocratiques dans plus de 90 pays. Depuis sa création en 1983, la fondation est restée à la pointe des luttes pour la démocratie partout dans le monde, tout en devenant une institution aux multiples facettes étant à la fois un centre d'activités, de ressources et d'échanges intellectuels pour les activistes, les praticiens et les spécialistes de la démocratie dans le monde entier.

REMERCIEMENTS

Les autrices tiennent à remercier Bret Schafer de Alliance for Securing Democracy, dont les commentaires sur une première version de ce document ont permis de clarifier et d'approfondir l'analyse. Joanna Rohozinska de International Republican Institute a également fait part de ses commentaires sur une première version, du point de vue d'une personne proche des organisations de la société civile sur le terrain. Les autrices remercient Nicolas Bouchet pour son soutien éditorial exceptionnel. Les autrices expriment également leur reconnaissance pour les contributions du personnel et de la direction de l'International Forum, notamment Shanthi Kalathil, Christopher Walker, Kevin Sheives, Melissa Aten, Jessica Ludwig, Rachelle Faust, Lily Sabol, Ryan Arick, Ariane Gottlieb, Agustina Palencia et William Jernigan, qui ont tous joué un rôle important dans l'édition et la publication de ce document. Nous tenons à remercier tout particulièrement Dean Jackson, qui a joué un rôle central en tant que rédacteur en chef et coordinateur de ce document.



1201 PENNSYLVANIA AVE, NW, SUITE 1100 ■ Washington, DC 20004 ■ (202) 378-9700 ■ www.ned.org

